



IdeAs
Idées d'Amérique

17 | 2021
Villes et culture dans les Amériques

Introduction. Le droit à la vie des *leaders sociaux* en Colombie : des évidences empiriques aux enjeux analytiques

Laetitia Braconnier-Moreno et Laura Cahier



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ideas/9998>
DOI : 10.4000/ideas.9998
ISSN : 1950-5701

Éditeur

Institut des Amériques

Référence électronique

Laetitia Braconnier-Moreno et Laura Cahier, « Introduction. Le droit à la vie des *leaders sociaux* en Colombie : des évidences empiriques aux enjeux analytiques », *IdeAs* [En ligne], 17 | 2021, mis en ligne le 01 mars 2021, consulté le 03 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ideas/9998> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ideas.9998>

Ce document a été généré automatiquement le 3 juin 2021.



IdeAs – Idées d'Amérique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Introduction. Le droit à la vie des *leaders sociaux* en Colombie : des évidences empiriques aux enjeux analytiques

Laetitia Braconnier-Moreno et Laura Cahier

- 1 Plus de mille « leaders sociaux » ont été assassiné.e.s depuis la signature de l'Accord de Paix entre la guérilla des FARC et l'État colombien en novembre 2016. Ces chiffres illustrent les failles du régime national et international de protection de ces activistes et défenseur.euses des droits humains au niveau local, dans un contexte de recrudescence de la violence en Colombie et de stigmatisation continue des acteurs.rices impliqué.e.s dans la sauvegarde des droits humains.
- 2 C'est pour appréhender ce phénomène dans sa complexité qu'un forum participatif sur « la protection du droit à la vie des leaders sociaux en Colombie » a été organisé virtuellement le 30 juin 2020, par l'Association des juristes franco-colombiens (AJFC), l'Association colombo-française des chercheurs (Colifri) et l'Institut des Amériques (IdA). Au cours de cet événement, diverses voix, venues du terrain ou du monde académique, des sphères diplomatique, institutionnelle ou universitaire, ont pu se saisir de la question, cherchant à dépasser les clivages politiques qu'elle suscite et à porter cette problématique au-delà du champ socio-politique local. Cette réflexion, ainsi décloisonnée, s'est nourrie des contributions d'acteurs.rices venu.e.s d'horizons géographiques – français, colombiens, mexicains, nord-américains – et disciplinaires – juristes, politologues, sociologues, anthropologues – variés.
- 3 Ce dossier Éclairages s'inscrit pleinement dans la lignée de ces échanges. Présentant les contributions de certain.e.s universitaires ayant participé au forum, il s'enrichit également des observations de chercheur.e.s en complément des premières conclusions apportées en juin 2020. Au-delà de leur diversité disciplinaire et thématique, les articles de ce dossier doivent ainsi être appréhendés au travers de leurs résonances et complémentarités.

- 4 La première question qui traverse les différents articles a trait à la définition même du leader social. Sa complexité révèle la dimension subjective d'un statut qui préexiste, de fait, à sa consécration normative – laquelle est, à ce jour, lacunaire en droit colombien. En effet, la reconnaissance par sa communauté constitue un élément central de la définition du leader social généralement retenue. L'hétérogénéité des conceptions qu'en ont les auteur.e.s reflète les défis, à la fois scientifiques mais également politico-légaux, de saisir pleinement les contours et la diversité des statuts, modes d'action, et objectifs de ces leaders. Dans son article, Felipe Calderón-Valencia, avocat et professeur de droit, revient sur les enjeux d'une approche normative des défenseur.e.s de l'environnement en Colombie, à la lumière du récent Accord d'Escazú.
- 5 Par ailleurs, les enjeux soulevés font écho aux espoirs déçus de reconstruction pacifique de la société colombienne, suite à la signature de l'Accord de Paix. L'anthropologue July Calderón Segura s'intéresse notamment à la violence structurelle à l'encontre des défenseurs locaux, sur fond de dépossession territoriale continue de certaines communautés rurales et autochtones. De son côté, la juriste Diana Villegas replace le débat dans le paysage juridique colombien, marqué par une superposition d'ordres normatifs, parfois légaux et légitimes, parfois violents et illicites.
- 6 Ces articles témoignent également de la profonde diversité des stratégies visant à défendre les droits fondamentaux de ces leaders, selon une pluralité de perspectives – tantôt venue des mouvements locaux, des ONG, ou des institutions juridiques nationales. Si les mécanismes institutionnels de protection et leurs limites sont décrits par la constitutionnaliste Cielo Rusinque Urrego, les juristes Rodrigo Uprimny-Yepes et Laetitia Braconnier-Moreno relatent, quant à eux, le parcours de collectifs d'avocats ayant présenté une *tutela* pour que les autorités prennent des mesures structurelles de prévention.
- 7 En filigrane de ces réflexions transdisciplinaires, se pose finalement la question de l'engagement des chercheur.e.s face à un phénomène structurel dont la gravité n'a cessé de croître depuis le début de la pandémie de la COVID-19. Les expériences empiriques ou militantes de la majorité des auteur.e.s de ce dossier ancrent leurs contributions dans la réalité vécue des leaders sociaux, tout en nourrissant leur réflexivité critique. Ainsi, l'anthropologue Anthony Dest explore les pratiques de certaines ONG qui distinguent les leaders sociaux dans leurs stratégies de communication au nom de la « politique de la respectabilité ». José Jans Carretero-Pardo y Alma Cielo Ochoa-Sterling, tous deux membres de la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), s'intéressent pour leur part aux stratégies locales et transnationales des mouvements de défense des droits humains, ainsi qu'aux enjeux sémantiques, sociologiques, et juridiques qu'elles soulèvent. Enfin, en retraçant le parcours d'un mouvement érigé contre le projet Hidroituango, l'activiste et sociologue Isabel Cristina Zuleta souligne la responsabilité d'acteurs internationaux dans une problématique locale.
- 8 Avec le double objectif de rendre visibles les revendications militantes et le travail des leaders sociaux, tout en étudiant les implications globales de leurs combats, l'ensemble des articles proposés cherche, *in fine*, à dépasser les clivages politiques afin de concevoir une meilleure protection des leaders sociaux en Colombie, et ailleurs.

AUTEURS

LAETITIA BRACONNIER-MORENO

Laetitia Braconnier Moreno est représentante du pôle Bogota de l'Institut des Amériques. Avocate de l'Université Pontificale Bolivarienne (Medellin) et diplômée d'un Master 2 Droits humains de l'Université Paris Nanterre, elle est Doctorante en cotutelle entre cette Université (UMR 70/74, CREDOF) et l'Université Nationale de Colombie (EILUSOS). Elle est co-présidente de la commission « justice transitionnelle » de l'Association des juristes franco-colombiens, et ses travaux portent notamment sur les droits des personnes migrantes et des groupes ethniques, et le pluralisme juridique. lbraconnier.moreno@gmail.com.

LAURA CAHIER

Doctorante en Droit Public à l'Université d'Aix-Marseille (UMR 7318, CERIC - ED67), chercheuse invitée à l'Université de Georgetown et représentante de l'Institut des Amériques à Washington DC. Diplômée d'un Master en Affaires Internationales (Sciences Po Lyon) et d'un Master 2 en Droits de l'homme et Droit humanitaire (Paris 2 Panthéon-Assas), ses recherches doctorales portent sur les droits des femmes autochtones et leur accès à la justice dans les Amériques. Elle est également membre du groupe de recherche « Missing and Murdered Indigenous Women » à Georgetown University. laura.cahier@gmail.com.